

Pétrole et gaz du Canada—Loi

chevauchements et des contradictions entre les deux réglementations.

Voilà ce qui s'est passé en période de pénurie de pétrole. C'est au point qu'une société qui investit dans les Terres du Canada ignore complètement si son bail sera encore valide après cinq ans. Pis encore, les pouvoirs accordés au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde) sont tels que s'il le voulait, il pourrait ordonner à une société de forer trois puits l'année d'après à un endroit précis. C'est ainsi qu'à cause de ses pouvoirs étendus, il peut faire planer la menace de leur retirer leur concession s'ils refusent de forer les puits en question.

● (2050)

Tout investisseur se pose avec crainte deux questions. Il se demande tout d'abord s'il arrivera à trouver l'équipement dont il a besoin pour forer autant de trous sur la propriété où il a déjà investi son argent. Et il se demande ensuite si les frais de forage ne vont pas le ruiner. Voilà la difficulté, monsieur l'Orateur. Pourquoi quelqu'un serait-il intéressé à investir dans une propriété qu'il n'est pas sûr d'avoir? Vous êtes-vous jamais rendu compte que les terres du Canada comprennent les eaux au large des côtes? Vous êtes-vous déjà rendu compte que le forage d'un seul puits peut coûter 150 millions de dollars? Supposons qu'une société canadienne, ses travaux préliminaires effectués, demande et obtienne un permis d'exploration et que le ministre lui dise que c'est très bien, mais qu'elle doit forer trois puits en mer d'ici un an. C'est impossible. On ne dispose pas nécessairement du matériel voulu. C'est peut-être impossible aussi en raison des dépenses massives qu'elle devrait engager en très peu de temps. Quand on ajoute à cela que le ministre peut ne pas renouveler le permis après cinq ans, qu'il peut imposer le prix de vente du pétrole, les quantités à vendre et à qui, le pauvre homme ne s'appartient plus. Seul le ministre sait ce qui va vous arriver. C'est un climat plutôt incertain pour les investisseurs.

Nos voisins de gauche ont fait tout un plat des intérêts considérables que le Royaume-Uni ou la Norvège ont conservés. Monsieur l'Orateur, ce qu'ils négligent, c'est que ces deux pays ont établi des conditions très attrayantes pour les gens qui investissaient dans l'exploration. Par exemple, si le propriétaire d'un derrick voulait s'en servir dans la mer du Nord, le gouvernement britannique lui accordait un dégrèvement d'impôt lui permettant de déduire son derrick de ses revenus annuels. Si cela ne faisait pas l'affaire, il était possible de louer un derrick, de le déduire pendant cinq ans, de payer le bailleur \$1 et ainsi devenir propriétaire en l'espace de cinq ans.

Si cette mesure contenait les stimulants qui existaient au Royaume-Uni, pour la mer du Nord, ce serait une autre paire de manches. Cependant, il convient de ne pas se borner à la participation du Royaume-Uni ou de la Norvège. Voyez ce qui reste. La seule chose qui reste, en l'occurrence, c'est l'incertitude et la réglementation. L'investisseur n'est assuré de rien d'autre.

Que se passe-t-il? Non seulement les tours de sondage installées sur la terre ferme quittent l'ouest du Canada—et on estime que 175 pourront être déplacées—chose pire encore, les sociétés mettent à pied un personnel compétent qui possède des connaissances techniques. Les travailleurs et les spécialistes scientifiques sont dispersés, mis à pied, congédiés et ne reviendront plus au Canada. C'est un gaspillage que nous ne pouvons

nous permettre. Nous ne pouvons évaluer les effets matériels en ce moment, mais nous savons que nous consacrerons 50 millions de dollars pour tenter de rattraper les deux ans et demi, les trois ou quatre ans de retard, mais la chose serait peut-être impossible dans le cas des sables bitumineux et des usines d'exploitation *in situ*.

Quelles sont les possibilités? Dans le champ de Hibernia seulement les possibilités sont immenses. Ne serait-ce pas magnifique si nous pouvions seulement offrir à ces prospecteurs et à ces exploitants la chance de recouvrer leurs fonds, afin de les inciter à mettre ces gisements en valeur. Il est très simple de dire: «Nous ne permettrons pas aux sociétés internationales de toucher notre argent». Ce qu'on néglige de dire, monsieur l'Orateur, quand on simplifie cette assertion à l'excès pour faire de la propagande, c'est que les petites sociétés canadiennes qui ont prospecté et exploité ces ressources ne peuvent écouler leur pétrole à cause des règlements et ont éprouvé des problèmes de trésorerie plus graves que les multinationales. C'est une chose que n'ont pas encore compris les députés de l'arrière-ban et certainement pas encore les Canadiens.

Les exploitants déjà sur le terrain pourront récupérer leur mise de fonds dans une certaine mesure grâce à leurs déductions pour épuisement. Ce sont les nouveaux exploitants, qui n'ont pas encore trouvé de pétrole, sans aucun marché ni aucune relation avec qui trouver un débouché, qui en souffrent. Ce sont les exploitants tout frais sur le terrain qui ont perdu davantage de liquidités que n'en ont perdu les multinationales. Il s'agit là d'une tromperie du genre le plus vil et le plus méchant qui se puisse jouer aux dépens des citoyens de notre pays, monsieur l'Orateur. Personne n'en fera état dans les journaux ni n'en fera les manchettes de journaux comme le *Globe and Mail*, le *Telegraph Journal* ou le *Star* de Toronto. Telle est la situation qui n'est pas mise en question, monsieur l'Orateur.

Les sociétés canadiennes ont perdu plus de leurs liquidités que ne l'ont fait les multinationales. Personne en face ne s'en soucie. Nous avons un potentiel. Lorsque nous avons commencé timidement à faire nos forages, au milieu du boom économique pour l'industrie pétrolière, nous savions alors de façon certaine, après l'avoir prospecté et découvert, que nous avions dans le gisement Hibernia des réserves approchant le milliard de barils. Il s'avère maintenant, monsieur l'Orateur, que nous y avons des réserves récupérables de 1.8 milliard de barils. Et nous savons maintenant qu'il y a probablement au moins dix fois plus de pétrole dans ce gisement. Au nom de tout ce qu'il y a de plus sacré, pourquoi ne fournissons-nous pas tous les stimulants nécessaires aux experts, aux détenteurs des capitaux nécessaires, aux sociétés compétentes, pour sortir ce pétrole de la mer? Mettons fin à l'hémorragie des capitaux, cautérisons l'économie de notre pays qui perd ainsi son sang et passons à l'exploitation de ce pétrole le plus rapidement possible afin de sauver l'économie du pays. Pourquoi ne mettons-nous pas à l'œuvre ces gens dont nous avons besoin pour travailler? Pourquoi? Pourquoi persistons-nous à porter des œillères socialistes, alors que nous prenons conscience des besoins criants du pays? C'est la survie même du pays qui est en jeu.